



TRANSMIS au représentant de l'État le : 22 AVR. 2026

Notifié le : 22 AVR. 2026

ACTE EXECUTOIRE

**DECLARATION PREALABLE MODIFICATIVE  
DECISION DE NON-OPPOSITION  
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

CADRE 1

Nom du demandeur : **Monsieur KHEDIM Sébastien  
Pierre Charles**

Adresse du demandeur : **8 Allée Léonard de Vinci -  
Appartement 417 BP 417  
37170 CHAMBRAY-LÈS-TOURS**

Opération : **Remplacement de menuiseries**  
Adresse des travaux : **1 allée des Frênes**

CADRE 2

Dossier N° : **DP 37050 25 00035 M01 @**

Déposé le : **27 mars 2026**

Affichage en mairie de l'avis de dépôt le : **30 mars 2026**

**LE MAIRE,**

**Vu la déclaration préalable modificative susvisée (cadre 1)**

**Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants**

**Vu la décision de non-opposition à la déclaration préalable en date du 01 avril 2025**

**Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de CHAMBRAY-LES-TOURS approuvé le 18 septembre 2013, révisé le 08 décembre 2016 et modifié le 12 décembre 2022**

**Considérant que :**

- **les modifications concernent la mise en œuvre de fenêtres de teinte gris anthracite, à la place du blanc initialement prévu et le remplacement des volets battants par des volets roulants maintenus en blanc.**
- **l'article UC11 du règlement du Plan Local d'Urbanisme concernant l'aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords, indique que « toutes les façades doivent traitées avec le même soin » et que « le choix des couleurs doit respecter l'ambiance chromatique du lieu » ;**

**A R R E T E :**

**Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable modificative pour le projet susvisé (cadres1 et 2) sous réserve du respect de la (des) prescription(s) suivante(s) :**

- **les volets roulants devront être peints en totalité dans la même teinte que celle des fenêtres, afin de préserver la cohérence de traitement esthétique des menuiseries (genêtres et volets);**
- **la présente décision de non-opposition à la déclaration préalable modificative ne vaut que pour les modifications décrites au dossier de déclaration préalable modificative déposé le 27 mars 2026 et complété le 27 mars 2026 ;**

- les prescriptions de la décision de non-opposition à la déclaration préalable d'origine en date du 01 avril 2025 non modifiées par le présent arrêté restent valables et devront être respectées.

Fait à CHAMBRAY-LES-TOURS, le 22 AVR. 2026

Par délégation du Maire  
L'Adjoint au Maire



Michel ROLQUIN

**Le bénéficiaire de la présente décision de non-opposition est invité à prendre connaissance des informations suivantes avant l'exécution des travaux :**

\* **CARACTERE EXECUTOIRE** : Conformément aux dispositions de l'article L 424-7 du Code de l'Urbanisme, la présente décision est exécutoire à compter de sa notification au bénéficiaire et de sa transmission au préfet.

\* **INTERVENTIONS SUR LE DOMAINE PUBLIC** : toutes modifications, réparations ou interventions sur le domaine public (trottoirs, chaussées, fossés, talus, mobilier urbain, plantations, espaces verts,...) à l'occasion des travaux seront à la charge du bénéficiaire de la présente décision de non-opposition ; les travaux de remise en état seront réalisés sous le contrôle des services de Tours Métropole Val de Loire.

\* **RISQUES** : Le territoire communal est sujet aux risques de fissuration dus au retrait des argiles en période de sécheresse et de gonflement de ces argiles en période de réhydratation. Le constructeur devra prendre toute mesure pour garantir la solidité de l'ouvrage et des canalisations compte tenu des risques de fissuration dus aux phénomènes de retrait des argiles en période de sécheresse et de gonflement de ces argiles en période de réhydratation. Le terrain, objet de la demande, est situé dans une zone exposée au risque sismique (zone de sismicité 2 – faible) en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement.

\* **NB - Informations diverses** :

La présente décision de non-opposition à la déclaration préalable ne dispense pas son bénéficiaire de s'assurer de la nécessité d'obtenir les autorisations qui s'avèreraient nécessaires au regard de toute autre réglementation générale ou particulière dont le projet pourrait relever.

L'attention du bénéficiaire est attirée sur le respect des règles de droit privé indépendantes des règles d'urbanisme, notamment en ce qui concerne les droits de vue sur fonds voisins.

→ **DAACT et CONFORMITE DES TRAVAUX** : Préalablement au dépôt de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux, il appartient au demandeur de s'assurer de la parfaite mise en œuvre des prescriptions énoncées au présent arrêté ainsi que du respect de l'intégralité des dispositions présentées aux pièces annexées (plans, notices, ...) au dossier.

Pour mémoire, les travaux exécutés sans autorisation ou non conformes à l'autorisation délivrée constituent un délit (articles L.480-1 à L.480-4 et L.610-1 du Code de l'Urbanisme) et sont passibles de poursuites pénales (article L.480-2 du Code de l'Urbanisme).

→ **Durée de validité de la décision** : Conformément à l'article **R. 424-17 du Code de l'Urbanisme**, la décision de non-opposition est périmée **si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans** à compter de la date de notification de la décision de non-opposition d'origine. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Conformément à l'article **R. 424-18 du Code de l'Urbanisme**, lorsque la déclaration porte sur un changement de destination ou sur une division de terrain la décision de non-opposition devient caduque si ces opérations n'ont pas été réalisées dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation en double exemplaire sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postale,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

En cas de recours contre la décision de non-opposition le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire de la décision de non-opposition peut commencer les travaux après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau d'affichage visible de la voie publique décrivant le projet.

**Attention** : la décision n'est définitive qu'en l'absence:

- d'un recours formé par un tiers dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain,
- ou d'un retrait, dans le délai de trois mois après la date de la décision, par l'autorité compétente si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

→ **Délais et voies de recours** : la décision de non-opposition à la déclaration préalable peut faire l'objet d'un **recours gracieux ou d'un recours hiérarchique dans un délai d'un mois** et/ou d'un **recours contentieux dans un délai de deux mois** à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du Code de l'Urbanisme (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours (gracieux et/ou contentieux) est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de la décision de non-opposition (article R. 600-1 du code de l'urbanisme). Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Le délai de recours contentieux contre la décision de non-opposition n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

→ **Affichage** : Le panneau doit être de forme rectangulaire de dimensions supérieures à 80 centimètres. Il indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du déclarant, la date et le numéro de la déclaration préalable, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également, en fonction de la nature du projet :

- Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

Le panneau d'affichage comprend la mention suivante :

*Droit de recours : Les délais de recours sont **d'un mois pour les recours gracieux et/ou hiérarchique** et de **deux mois pour les recours contentieux** à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art R 600-2 du Code de l'Urbanisme).*

*Tout recours gracieux, administratif, contentieux, ... doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R 600-1 du Code de l'Urbanisme) du code de l'urbanisme.*

→ **La décision de non-opposition est délivrée sous réserve du droit des tiers** : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme (article A 424-8 du Code de l'Urbanisme).